

Le « Sud global » contre l'« Occident collectif » : un narratif à déconstruire

Benoît d'Aboville

DANS **REVUE DÉFENSE NATIONALE** 2024/1 (N° 866), PAGES 29 À 35
ÉDITIONS **COMITÉ D'ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE**

ISSN 2105-7508

ISBN 9782492088322

DOI 10.3917/rdna.866.0029

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2024-1-page-29.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Comité d'études de Défense Nationale.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le « Sud global » contre l'« Occident collectif » : un narratif à déconstruire

Benoît D'ABOVILLE

| Ancien ambassadeur.

Chaque époque a ses rêves, ses ambitions, ses craintes et surtout ses mythes. On a connu dans les années 1970, celui du dépassement assuré des États-Unis par le Japon dont l'économie l'emporterait sur tous ses rivaux capitalistes ; dans les années 1990, ce fut celui du triomphe assuré des démocraties à l'avenir et par conséquent de la plus puissante d'entre elles. Aujourd'hui, c'est celui d'un déclin collectif des États-Unis et de ses alliés.

Parmi les déclinistes américains, on est même surpris de trouver l'ancien président américain Donald Trump. Le slogan du candidat aux élections présidentielles de 2016 « *Make America great again* » sonne certes comme la condamnation d'un passif, mais aussi comme le constat défaitiste d'une situation à redresser d'urgence, y compris par le protectionnisme. Aggravant la psychose, nombre de ses concitoyens se sont persuadés qu'en raison du « complexe de Thucydide » les risques de conflictualité entre leur pays et la puissance considérée comme montante, à savoir la Chine, devenaient inéluctables.

Et pourtant, tous les chiffres disponibles montrent que, depuis vingt ans, les États-Unis ne se sont pas affaiblis sur le plan économique au niveau mondial, mais se sont au contraire renforcés, y compris naturellement sur le plan militaire et technologique.

Le mythe du déclin occidental : un parti pris idéologique ?

Le mythe du déclin irréversible de l'Ouest a des racines anciennes et profondes remontant aux années 1930 et à des conceptions marxisantes qui demeurent sous-jacentes. Il est aujourd'hui remis à la mode et redéfini sous la forme d'un « Sud global », aux contours au demeurant mouvants, qui revendiquerait la victoire possible en termes de gouvernance mondiale face à « l'Occident collectif » décadent, pour reprendre la formule du président russe Vladimir Poutine

(soulignant à cette occasion l'alignement des alliés sur les États-Unis et son mépris de l'Union européenne).

Plus concrètement, les pays membres du « Sud global » veulent apparaître comme la force politique décisive qui obtiendrait la transformation d'un système international, né en 1945, mais aujourd'hui considéré par eux comme dépassé. À cet objectif est systématiquement associée la dénonciation du double langage utilisé par les pays occidentaux pour justifier leurs interventions militaires, ce qui trahirait la vacuité des valeurs qu'ils mettent en avant et l'hypocrisie de leur discours.

Force est de reconnaître que ce nouveau narratif connaît actuellement une grande audience en dépit de ses ambiguïtés, contradictions et des manipulations évidentes dont il est le support. D'où l'importance de le déconstruire car, comme le disait Albert Camus, « mal nommer les choses, c'est encore ajouter au malheur du monde ».

Le choc politique de la crise de l'Ukraine aux Nations unies

Le grand public a découvert la croisade du « Sud global » il y a un peu plus de deux ans à l'occasion des débats aux Nations unies sur l'agression russe de l'Ukraine et du constat de l'isolement des Occidentaux aux Nations unies sur le sujet. Il a été notamment surpris par la prise de position d'un grand nombre d'États qu'ils considéraient comme proches d'eux politiquement, et qui ont pourtant refusé de se prononcer publiquement contre l'agresseur, alors même que la souveraineté de l'Ukraine était brutalement mise en cause.

Or, s'il y avait un élément traditionnel de consensus aux Nations unies c'est bien le respect des souverainetés. En l'occurrence, il n'a pas joué car, le plus souvent, ce sont des raisons spécifiques, pour chacun des pays considérés individuellement, qui l'ont emporté : la volonté pour nombre de pays de ne pas paraître s'associer aux États-Unis et à leurs alliés – dont on se souvenait qu'ils ne s'étaient pas embarrassés de la légitimité onusienne en Irak en 2003 ou en Libye en 2011 –, et/ou le refus de prendre ouvertement parti contre Moscou en raison des relations bilatérales nouées. Il ne s'agissait pas d'un retour à Bandoeng et au non-alignement anti-colonialiste des années 1960 et 1970, mais essentiellement d'un rejet de la phase d'*ubris* occidentale des années 1980 et 1990.

Les diplomates et les spécialistes des relations internationales n'ont pas été surpris, y compris lorsqu'après l'agression du *Hamas* du 7 octobre 2023, Israël s'est retrouvé à Gaza sur la défensive et vilipendé jusque sur les campus américains. L'affaire a, en effet, des racines plus anciennes. Le tournant de la montée en puissance d'une fronde politique anti-occidentale dans les cercles onusiens avait été pris auparavant. On peut le faire remonter aux lendemains des interventions en Irak puis en Libye (le cas de l'Afghanistan est plus spécifique) et à l'impasse sur la situation au Proche-Orient. À l'époque, les capitales occidentales n'ont pas pris la mesure de

la frustration générée par ces opérations extérieures, considérées comme menées en marge de la légitimité internationale, ainsi qu'aux ressentiments accumulés par l'apparente résignation occidentale au blocage de la situation au Proche-Orient. Ils n'ont pas non plus estimé correctement les ravages du « wokisme » dans la frange la plus jeune de leurs populations et le caractère viral de la diffusion de cette idéologie.

À partir de là, l'offensive s'est développée et a, bien entendu, été instrumentalisée par la Chine et la Russie. Ce serait pourtant une erreur de penser que ces deux puissances révisionnistes seraient entièrement à l'origine du phénomène. Elles ont, pour des raisons différentes, appuyé un mouvement qui rejoignaient leurs revendications respectives (et non nécessairement symétriques), sur leur rôle actuel et futur sur l'échiquier international.

Livres, revues, colloques ⁽¹⁾ évoquent donc aujourd'hui abondamment la situation d'un « Sud global » aux contours contradictoires mais qui auraient pour socle commun la revendication d'une transformation d'un système international considéré comme dépassé : les nouvelles puissances du Sud n'y seraient pas, à ce stade, reconnues à la mesure de leur importance, aussi bien au Conseil de sécurité que dans les autres institutions financières et économiques internationales.

Les ambiguïtés et limites du « Sud global »

Ce narratif est dépourvu de propositions alternatives sérieuses : il est clair que le blocage d'une réforme du Conseil de sécurité discutée depuis des années est le fait de certains des principaux acteurs du mouvement du « Sud global » pour des raisons de rivalités régionales. Il existe donc chez ceux qui se réclament du « Sud global » comme une résignation à un retour à un système de blocs régionaux fondé sur la reconnaissance des caractéristiques culturelles, voire religieuses, spécifiques qui fonderaient leur légitimité par rapport à un universalisme qui aurait été indûment capturé par l'Occident et dont il conviendrait de se débarrasser.

Géographiquement et politiquement, il a été souvent souligné les incohérences d'un concept qui, en opposition au *G7*, mêle des intérêts et des positions très différentes allant jusqu'à des antagonistes bilatéraux assumés (Chine-Inde, Brésil-Argentine, Maroc-Algérie, Iran-Arabie saoudite, etc.), des attitudes opposées vis-à-vis de la confrontation sino-américaine ou même du soutien militaire et diplomatique de Kiev, accepté par certains membres mais refusé par d'autres pays du « Sud global ».

⁽¹⁾ Voir par exemple : « Le piège du Sud global » de Bruno Tertrais dans *Le Grand Continent* du 3 octobre 2023 (<https://legrandcontinent.eu/>) et son dernier ouvrage *La Guerre des mondes ou le retour de la géopolitique et le choc des empires* (Éd. de l'Observatoire, 2023) ; DUCLOS Michel, *Guerre en Ukraine et nouvel ordre du monde* (Institut Montaigne et Éd. de l'Observatoire, février 2023) ; GOMART Thomas, *Les Ambitions inavouées – Ce que préparent les grandes puissances* (Tallandier, 2023) ; et, plus récemment, le colloque du 20^e anniversaire du Centre Thucydide les 14-15 décembre 2023 (<https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2023/12/Programme-Colloque-20-ans.pdf>).

On en vient donc à s'interroger sur la cohérence d'une telle coalition, incapable au demeurant de s'unir actuellement sur des projets concrets d'envergure.

Ce thème a une résonance particulière dans une France qui affiche toujours sa tradition universaliste et sa volonté d'en revenir à un « multilatéralisme efficace », mais qui a été déconcertée par la rapidité de l'effondrement récent de ses positions en Afrique occidentale.

Attribuer, comme on le fait souvent, cette revendication du « Sud global » au ressentiment colonial et à l'interventionnisme militaire est cependant un peu rapide : nombre de pays qui appartiendraient à un « Nord » décrié, en particulier parmi les pays européens, n'ont jamais été colonisateurs et nombreux sont ceux qui comme l'Allemagne ou les Scandinaves ont contesté la légitimité, hors mandat onusien, des opérations extérieures, comme on a pu le voir en Irak et en Syrie. Ils sont pourtant inclus dans le ressentiment dont le « Sud global » croit pouvoir se targuer contre « l'Occident collectif ». On voit le piège de cette rhétorique anti-occidentale : amener ceux qui n'ont pas suivi Washington en Irak à se dissocier encore davantage qu'il n'avait déjà pu le faire lors des errements de la présidence Bush (ou des initiatives françaises de l'époque Sarkozy en Libye) et surtout afficher pour l'avenir la possibilité d'une rupture sur d'inconfortables solidarités dans l'hypothèse d'une nouvelle Administration Trump en 2025.

Quelles réponses apporter pour déconstruire le narratif ?

Plutôt que d'imputer la responsabilité de ce narratif à une coalition baroque menée par Moscou et Pékin, voire pour certains à un complot djihadiste, il serait plus efficace, semble-t-il, de réaffirmer avec sérénité nos positions constantes.

La démocratie est pluraliste, non messianique

Il n'y a pas lieu de s'offusquer de notre soutien actif à la démocratie, même si la contestation de sa valeur universelle est au cœur du narratif attribué au « Sud global ». Libre à nous d'estimer qu'elle offre les meilleures garanties individuelles et collectives de liberté et de sûreté pour les individus, et que l'arbitraire autoritaire finira toujours par être finalement contesté par les populations locales dans un monde où l'information circule encore plus aisément qu'à l'époque de la guerre froide. Toutefois, nous sommes tout aussi libres de ne pas vouloir l'imposer aux autres et nous ne devons pas en faire un objectif messianique.

Si les Asiatiques ou les pays arabes veulent considérer que leurs valeurs justifient un autre modèle politique, comme ils le proclament souvent, nous ne pouvons bien évidemment que leur dire notre désaccord mais cela ne doit pas en faire des parias avec qui il ne serait plus possible de converser. Lorsque la Secrétaire d'État

(1997-2001) Madeleine Albright cherchait à mettre sur pied une « communauté des démocraties », elle était non seulement obligée à des compromis contestables sur la nature « démocratique » de pays appelés à s'y joindre, mais elle faisait une lecture erronée de la réalité internationale.

Comme Raymond Aron l'observait de manière fort réaliste dès 1981 « malheureusement, la politique étrangère est un exercice de truands et de gangsters. Alors, quand on a un ennemi immédiat, on a tendance à aider un ennemi futur et lointain contre l'ennemi immédiat... S'il ne fallait avoir comme alliés que ceux qui respectent les droits de l'homme, je pense que les démocraties occidentales n'auraient pas d'autres alliés qu'elles-mêmes » ⁽²⁾.

Le débat est difficile et peu nombreux à Washington seraient prêts à l'engager tant le mythe de la « City on the Hill » et du rôle des États-Unis y demeure prégnant notamment chez une frange religieuse revivaliste. Dire que nous acceptons le pluralisme et qu'il est même au cœur de notre propre conception de la démocratie, ce n'est pas renoncer aux droits de l'homme mais reconnaître le droit à la pluralité des opinions de chacun, sauf à préserver un socle minimal et relativement consensuel dans le monde sur des valeurs humanitaires de base.

Nous ne serons pas en mesure de déconstruire le narratif actuel du « Sud global » si on n'énonce pas clairement les limites de nos ambitions sur l'évolution pluraliste de la société internationale, et surtout si nous voulons en convaincre nos partenaires.

Le libéralisme économique sert autant le Sud que le Nord

Les pays du « Sud global » et leurs populations ont connu une évolution de leur situation économique et sociale remarquable au cours des vingt dernières années. L'émergence de nouvelles puissances régionales est elle-même le fruit de cette libération des échanges économiques et commerciaux qu'ils dénoncent souvent, mais dont ils ont été pourtant les premiers bénéficiaires. Ils seraient, notamment pour les plus faibles d'entre eux, les premières victimes d'un repli protectionnisme et d'un fractionnement économique de la planète, sans compter la difficulté de trouver des réponses collectives aux enjeux communs qui se situent devant nous, comme le climat ou la sécurité alimentaire.

Toutefois, nous devons clarifier notre position sur la distinction subtile entre la déconnexion des économies mondiales et les précautions de non-dépendance exclusives dans les domaines stratégiques. La première serait une faute économique grave, au demeurant difficile à réaliser tant les interconnexions existantes sont nombreuses au sein de l'économie mondialisée. La seconde est une mesure de

⁽²⁾ Raymond Aron lors d'un entretien sur *Antenne 2*. Cité par SCHAPPER Dominique et GARDEM Fabrice : *Abécédaire de Raymond Aron. Textes choisis* ; Éd. de l'Observatoire, 2023.

précaution pour notre sécurité dans des domaines bien délimités. L'Administration Biden a donné à la Chine des assurances, mais les risques de glissement vers un protectionnisme à dominante technologique ne peuvent être exclus et c'est ce qui incite la Chine à déjà envisager des contremesures.

Le même risque de dérive existe pour l'usage intensif des sanctions de toutes natures prises à l'occasion de la crise ukrainienne. Elles étaient, sur le moment, l'alternative politique commode à un engagement militaire non souhaité et un geste politique de solidarité vis-à-vis de Kiev. Leur efficacité fait toujours débat ⁽³⁾, non pas tant sur le court terme que sur les moyen et long termes tant la complexité de l'économie internationale est susceptible de favoriser les contournements. Sur le long terme, elles favorisent le glissement vers une économie mondiale fractionnée où dominerait l'arbitraire juridique, les sautes d'humeur du Congrès américain et l'asymétrie des coûts réels supportés par les nations de part et d'autre de l'Atlantique, notamment dans le domaine énergétique.

Les risques de dédollarisation de l'économie mondiale n'appartiennent, pour le moment, qu'à une hypothèse de long terme, assez peu probable, mais le coût politique des sanctions est lui, dans l'immédiat, bien réel. Le plus tôt les Occidentaux clarifieront leur position à long terme, notamment pour les pays du Sud global qui en souffrent le plus sur le plan alimentaire, le plus favorablement notre déconstruction de la thèse alléguant notre double standard pourra être accueillie.

Le système international actuel est-il injuste vis-à-vis du Sud ?

À se focaliser sur la paralysie du Conseil de sécurité, qui ne se résume pas seulement dans un affrontement Nord-Sud comme on tente de le faire croire, mais à des jeux de posture assez prévisibles sur le plan politique, on risque de se leurrer. Sa paralysie actuelle est évidemment préjudiciable aux Nations unies et le précédent de la Société des Nations (SDN) montre que l'inaction d'une institution de cet ordre devient à la longue mortifère.

Cependant, résumer les Nations unies au Conseil de sécurité est une erreur de focale. S'il est un domaine dans lequel le « Sud global » a gagné du terrain dans la compétition pour la gouvernance mondiale, ce sont bien les institutions spécialisées où il a su placer ses hommes dans des situations où ils acquièrent un rôle décisif sur l'institution des normes de toute nature qui décident du quotidien des activités internationales. La compétition y est vigoureuse car les enjeux économiques, scientifiques et diplomatiques y sont élevés. Jusqu'ici les pays du « Sud

⁽³⁾ Voir TRAINAR Philippe, « Le bilan des sanctions économiques », *Commentaire* n° 184, hiver 2023 ; DEMARAIS Agathe, *Backfire : How Sanctions Reshape the World Against U.S. Interests*, Columbia University Press, 2022 ; BEATTIE Alan, « Why export controls are failing to cripple their targets », *Financial Times*, 7 décembre 2023.

global », ou du moins les plus puissants d'entre eux, n'ont pas été défavorisés, bien au contraire.

La réforme du Conseil de sécurité, condition d'un retour à un multilatéralisme efficace comme on le pense souvent en Europe ?

Cette réforme tant débattue depuis des années est embourbée durablement en raison des oppositions à une véritable réforme de quelques nouvelles grandes puissances émergentes du Sud : Brésil, Afrique du Sud, Inde notamment. Les Européens ne possèdent aucun pouvoir d'arbitrage et se gardent bien, au-delà des discours en faveur d'une solution, de s'en mêler. La position américaine est similaire, à la différence que la paralysie actuelle leur convient du moment qu'ils conservent l'usage du *veto*.

Paris se veut traditionnellement favorable à un déblocage de la situation mais sans entretenir d'illusion. De surcroît, sa position actuelle se trouverait automatiquement menacée y compris de la part de Berlin, obsédé de longue date sur le sujet. Raison de plus de ne pas en faire une priorité.

En revanche, c'est au niveau des autres institutions internationales que des progrès peuvent être obtenus à la fois sur le fond des compétences et sur la gestion des personnels. L'exemple du climat montre à quel point les différentes *COP* ont pu faire progresser une conscience collective des enjeux globaux dans le domaine du climat. L'agriculture, l'Espace, la mer, la santé ou les nouveaux systèmes d'intelligence artificielle (IA) sont autant de domaines – souvent qualifiés de « biens communs de l'humanité » – dans lesquels une diplomatie européenne active et innovatrice peut faire la différence, surtout si les États-Unis continuent de faire preuve d'un détachement ronchon vis-à-vis des coopérations multilatérales sous une Administration qui, dans moins de deux ans, se montrerait moins engagée que l'actuelle. ♦